

ROSIÈRE, Stéphane (2008) *Dictionnaire de l'espace politique. Géographie politique et géopolitique*. Paris, Armand Colin, 320 p. (ISBN 978-2-200-34638-6)

Frédéric Lasserre

Volume 53, numéro 148, avril 2009

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/038146ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/038146ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

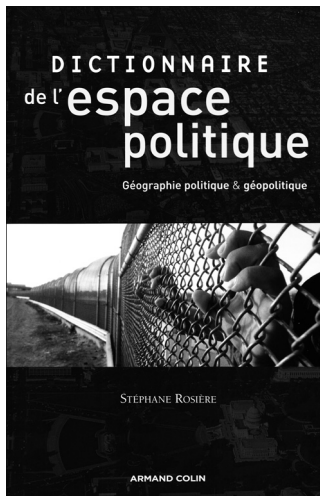
0007-9766 (imprimé)

1708-8968 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Lasserre, F. (2009). Compte rendu de [ROSIÈRE, Stéphane (2008) *Dictionnaire de l'espace politique. Géographie politique et géopolitique*. Paris, Armand Colin, 320 p. (ISBN 978-2-200-34638-6)]. *Cahiers de géographie du Québec*, 53 (148), 137–138. <https://doi.org/10.7202/038146ar>



ROSIÈRE, Stéphane (2008) *Dictionnaire de l'espace politique. Géographie politique et géopolitique*. Paris, Armand Colin, 320 p. (ISBN 978-2-200-34638-6)

Stéphanie Rosière signe ici, avec l'aide de trois collaborateurs, un intéressant dictionnaire des termes politiques en géographie. L'auteur ne prétend aucunement révolutionner le genre, et en effet de tels ouvrages ont déjà été publiés. Qu'on pense au *Lexique de géopolitique* (Soppelsa, 1988) ou au monumental *Dictionnaire de géopolitique* (sous la direction d'Yves Lacoste, 1993) et, plus récemment, aux *Dictionnaire de géopolitique* (Moreau-Defarges, 1998), *Dictionnaire de géopolitique. États, concepts, auteurs* (Chauprade et Thual, 1999) et *Dictionnaire de géopolitique* (Chautard, 2008) mentionnons aussi le *Dictionnaire historique et géopolitique du XX^e siècle* (Cordelier, 2007). Ces ouvrages, de qualité très variable, sont conçus comme des tours d'horizon aussi bien de l'actualité géopolitique que de la discipline qu'est la géographie politique.

Pour son ouvrage, Stéphanie Rosière a délibérément choisi de ne pas inclure de noms propres : on ne trouvera donc pas d'entrée de géographe ou de politologue important, ni de personnage d'État ou de grand stratège, ni même d'État. L'approche consiste ici à ne présenter que des « concepts opératoires ou

nécessaires pour mener à bien des analyses en géographie politique ou en géopolitique ». Ne prétendant nullement proposer une analyse des enjeux géopolitiques contemporains, l'auteur et ses collaborateurs se sont principalement efforcés de donner à la géographie politique un « corpus scientifique étayé et justifié » en retenant plus de 400 entrées, essentiellement des concepts fondamentaux. L'idée est encore pertinente car, en conséquence de l'effet de mode dont la géographie politique/géopolitique a bénéficié dans les années 1990, beaucoup de définitions erronées et de conceptions hasardeuses circulent encore.

On trouve ainsi cinq grands types de termes : des notions liées aux acteurs et à la territorialité ; des concepts communs à toutes les sciences sociales, comme pouvoir ou hégémonie ; des mots de la géographie classique, comme espace ou territoire, mais dont l'importance épistémologique en géographie politique est capitale ; des mots du cadre politique, surtout français, mais aussi international, notamment de nombreux concepts du droit de la mer ; et enfin, des termes géopolitiques, comme démarcation, frontière, représentation, ou *rimland*.

L'ouvrage présente, sous de nombreuses entrées, des sources qui ont certes étayé la définition, mais qui présentent aussi l'intérêt de permettre au lecteur de poursuivre ses lectures s'il le souhaite. On appréciera aussi le ton volontiers critique et des développements à contenu épistémologique important, notamment pour des entrées comme arc de crise, déterminisme, géoéconomie, frontière et géopolitique bien entendu. Certains concepts sont intégrés comme des entrées pertinentes, notamment paysage, lequel constitue de plus en plus un enjeu géopolitique dans les sociétés industrialisées.

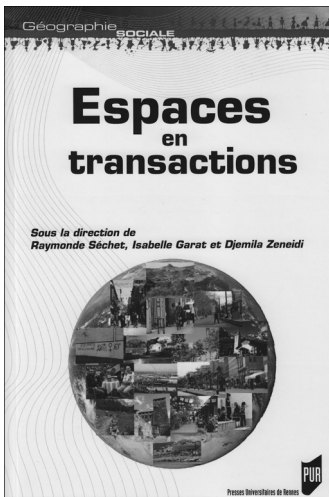
Certes, il a fallu faire des choix, et cet ouvrage se voulant un dictionnaire et non une encyclopédie, les entrées proposées sont parfois courtes. Elles le sont parfois un peu trop, notamment, à mon avis, pour des concepts



comme nation, représentation, ressource. On relève aussi l'absence de citoyenneté, enjeu politique pourtant parallèle à celui de nation, alors que l'auteur introduit bien la distinction entre État et nation, termes souvent confondus notamment en France !

Bref, un ouvrage intéressant, dont le format pratique invite à la consultation fréquente, avec d'intéressants développements informatifs et critiques.

Frédéric Lasserre
Université Laval



SÉCHET, Raymonde, GARAT, Isabelle et ZENEIDI, Djemila (dir.) (2008) *Espaces en transactions*. Rennes, Presses universitaires de Rennes, 359 p. (ISBN 978-2-7535-0705-0)

La géographie doit-elle être adjectivée ou non ? C'est une question qui agite depuis longtemps la discipline et à laquelle l'école de géographie sociale, en France, certainement l'une des plus structurées et des plus visibles, répond oui.

Ce livre est issu du colloque de géographie sociale qui s'est tenu à Rennes en 2004 dans la continuité des colloques antérieurs de Caen, en particulier autour des travaux des

équipes de géographie de l'Ouest français. Il est accompagné de deux autres ouvrages, *Penser et faire la géographie sociale* et *Territoires dans l'action et en action* publiés chez le même éditeur, les Presses universitaires de Rennes. Bien évidemment, il est à lire à la lumière de tous ces autres *opus*. Le colloque a ainsi prétendu faire le point sur la géographie sociale française, cinq ans après le précédent rendez-vous.

Quoi de neuf, donc, en la matière ? À travers 19 articles qui s'organisent en quatre parties intitulées *Mobilités et capital spatial*, *Ressources territoriales et investissement des lieux*, *De la négociation au conflit : des espaces à partager* et *Visibilité ou invisibilité sociale et marquage spatial*, l'ouvrage explore les pistes d'une géographie de l'action et des acteurs qui, dépassant les réflexions pionnières de Renée Rochefort, accorderait autant d'importance au spatial qu'au social. Sans céder aux sirènes de la géographie culturelle postmoderne mais en s'y frottant, cette géographie de l'action s'intéresse à toute une série de petits événements de la vie quotidienne, aux pratiques des acteurs, à leurs mobilités, à leurs arrangements, à leurs conflits, à leurs imaginaires, sans en oublier les enjeux sociétaux et politiques, en se centrant sur l'articulation entre le macro et le micro. Que serait une géographie du partage, du « vivre ensemble » ? Ce dernier terme, à la mode, appellerait sans doute plus de conceptualisation, et les coordinateurs de l'ouvrage lui préfèrent celui – plus balisé mais novateur – de transaction, dont l'ambiguïté, entre échange et négociation, serait plus riche de promesses. Cette géographie privilégie en tous cas l'individu, alors qu'on sait combien la géographie, très en retard par rapport à d'autres disciplines, a longtemps accordé son attention aux masses, aux grands chiffres, aux acteurs collectifs. Action, interaction, transaction : ce sont les rapports entre ces trois concepts qu'on prétend donc creuser ici. L'action politique se construit aussi dans l'interaction et dans les transactions individuelles. En quoi génère-t-elle de la ségrégation ? Quelles sont les modalités du partage ou de la séparation